

Dossier documentaire

A partir des documents, caractérisez les fragilités internes des Etats Unis

DOCUMENT 1 = Joe Biden et les défis de l'Amérique source le grand continent Renaud Lassus 16 février 2021

L'entrée en fonction de Joe Biden intervient à un moment de gravité et d'urgence aux États-Unis : la gravité en raison de la profondeur de la crise qui affecte la démocratie américaine ; l'urgence et une « course contre la montre » engagée pour obtenir des premiers résultats et réunifier les Américains, dans le cadre d'un système institutionnel qui laisse très peu de temps avant les prochaines échéances électorales des *mid terms* en 2022.

Mais la séquence qui s'ouvre doit aussi être appréciée dans une perspective plus large, au-delà de Washington DC et des politiques fédérales. Dans la tradition américaine, les grands mouvements de refondation du pays se construisent d'abord au sein de la société civile, avant de mettre en mouvement le Congrès et l'État fédéral. À cet égard, Joe Biden pourra s'appuyer sur un profond renouveau de la pensée et de l'action en faveur de la démocratie américaine dans un grand nombre de domaines, en réaction aux tensions et aux fragilités actuelles. Les États-Unis semblent être arrivés au terme d'un grand cycle historique, marqué par la prévalence des idées libertariennes depuis plus d'une génération et qui atteint aujourd'hui ses limites, comme en témoignent les fractures qui s'expriment aujourd'hui. Joe Biden ne sera pas seulement celui qui a battu Donald Trump mais le Président qui cherchera à accompagner le passage vers un nouveau cycle politique et conceptuel.

Cette situation ouvre des opportunités inédites pour une conversation partagée sur la démocratie avec l'Europe, pour répondre aux fragilités et aux enjeux communs par des cadres nouveaux de gouvernance et de coopération.

La démocratie américaine traverse aujourd'hui la crise la plus profonde de son histoire contemporaine. Les divisions, l'extrême polarisation, la perte de confiance dans les institutions mais aussi – ce qui est nouveau – entre Américains, la tentation de la violence, toujours latente dans l'histoire américaine et qui s'est exprimée de façon dramatique lors de l'attaque du Capitole, affaiblissent fortement le contrat démocratique américain.

Cette réalité est la conséquence d'une série de failles très profondes – chacune marquée par sa spécificité et sa gravité – qui se sont développées depuis plus d'une génération, dont les effets se combinent et qui ont longtemps été négligées par les administrations successives : **le très fort développement des inégalités depuis plus de trente ans dans tous les domaines (revenus, patrimoine, santé, éducation), la concentration des activités économiques dans les régions déjà les plus prospères, au détriment de régions déclassées qui ont perdu confiance en l'avenir, l'impact du progrès technique sur les emplois des *working class* et les communautés ouvrières, le déclin progressif des grands mythes collectifs qui unissaient les Américains et qui donnaient le sentiment d'un destin partagé, etc.**

Un élément fondamental permet, en particulier, de comprendre la crise actuelle. **Si les fractures existantes affectent toutes les communautés du pays (les Afro-américains, les Hispaniques, les nouveaux immigrants), elles affaiblissent notamment les communautés blanches pauvres. Cette partie de l'Amérique combine une crise démographique (la population d'origine européenne baisse dans la plupart des comtés), sanitaire (la crise des opioïdes et la très forte hausse des overdoses, qui tuent 90 000 Américains chaque année, les affectent particulièrement), psychologique (le taux de suicide atteint un record historique), sociologique (avec le fort recul des liens de proximité traditionnels,**

notamment dans les régions rurales). Cette situation nourrit une grande peur du déclassement et d'insécurité face à l'avenir, un syndrome d'effondrement culturel et anthropologique.

Cette situation nourrit une grande peur du déclassement et d'insécurité face à l'avenir, un syndrome d'effondrement culturel et anthropologique. Donald Trump a donné à cette partie de l'Amérique une grande mythologie, incarnant un âge d'or vers lequel il faudrait revenir, celui d'une Amérique plus homogène ethniquement et socialement, censée être immuable dans ses équilibres. En les attisant systématiquement et délibérément, il a projeté les peurs et les colères contre les « ennemis de l'intérieur » (les élites en tout premier lieu) et ceux de l'extérieur (les immigrants en particulier et le reste du monde en général). En tout état de cause, parce qu'elles se sont développées depuis plus d'une génération, ces failles ne disparaîtront pas spontanément ni rapidement. Il faudra du temps et beaucoup d'efforts pour en venir à bout. Tant qu'elles demeureront, la démocratie américaine restera fragile et

La nouvelle administration va d'abord essayer en priorité de juguler l'épidémie pour préserver la vie des personnes et ré-ouvrir l'économie, tout en aidant les Américains les plus vulnérables (chèques aux ménages, assurance chômage, moratoire sur les expulsions de logements, soutien aux programmes sociaux des États fédérés et des villes etc.). C'est l'objet d'un premier plan de soutien très important au regard des montants financiers mobilisés.

Le nouveau **Président va également proposer des mesures structurelles pour répondre aux fragilités fondamentales actuelles (salaire minimum, infrastructures, transition industrielle autour des énergies propres, éducation)**. Il s'appuiera à cet égard sur les zones de convergence qui existent au sein de la société. Si les Américains sont très opposés sur les questions sociétales et culturelles, ils ne le sont pas sur les questions sociales, la nécessité de renforcer le socle industriel du pays ou, de plus en plus, l'urgence climatique. Ces questions devraient faire l'objet d'un second ensemble de mesures, avant le printemps, pour des montants également très importants.

Enfin, le Président Biden va mettre l'accent sur des symboles partagés et un message d'unité, pour apaiser les polarisations actuelles. Traditionnellement, l'équilibre de la démocratie américaine repose sur le respect de la Constitution, texte sacré de tous les Américains, mais aussi sur un « esprit des institutions » : la tolérance du contradictoire, l'acceptation de faits objectifs, la confiance (*social trust*). Joe Biden va insister sur l'importance de normes communes. En elle-même, la Constitution ne suffit pas à garantir la démocratie. **La volonté de réguler les grandes entreprises numériques s'inscrit aussi dans ce cadre. Les réseaux sociaux ne sont pas à l'origine des polarisations. Mais ils ont profondément accentué les clivages en enfermant** les Américains dans des « tribus numériques » qui ne se comprennent plus : les Américains ne reçoivent plus les mêmes informations, selon les profils personnalisés établis « pour leur compte » par les algorithmes, les réseaux sociaux affaiblissent les liens dans le monde réel et la perception d'enjeux communs, ils favorisent la diffusion des théories du complot.

Il existe une autre réalité américaine que celle incarnée par les tensions, la tentation de la violence et les fragmentations : les États-Unis connaissent un grand renouveau de la pensée et de l'action pour refonder leur démocratie, en réponse aux fractures qui la menacent.

Ce renouveau se traduit d'abord par [la volonté de comprendre les causes profondes des difficultés actuelles](#), ce qui est relativement nouveau. Ainsi, de nombreux commentateurs avaient mis la victoire de Donald Trump en 2016 sur le compte d'un accident de l'histoire ou des errements du système électoral, qui permet à un candidat qui n'obtient pas la majorité du vote populaire de gagner l'élection.

Ce renouveau s'incarne par des propositions originales et souvent fondatrices. Le champ couvert est très important : **la déconcentration du capitalisme américain contre les grands monopoles, la refondation des protections sociales, la réforme des modes de fonctionnement des entreprises (corporate governance),**

la régulation des entreprises numériques, la définition de nouveaux équilibres entre la démocratie américaine et l'économie globalisée, la modernisation des garanties constitutionnelles (*digital bill of rights*) dans un contexte où les pouvoirs exécutifs disposent de moyens technologiques sans précédent pour entrer dans l'intimité des personnes, l'éthique de l'intelligence artificielle, le climat et la conservation de la nature, pour ne citer que quelques exemples.

Dans la tradition américaine, ces grandes mobilisations nouvelles se développent aujourd'hui d'abord au sein de la société civile, du marché, des décisions des villes et des États fédérés, avant de mettre en mouvement le Congrès et l'État fédéral, comme en témoignent plusieurs exemples, parmi d'autres.

Ainsi, l'évolution très rapide de l'opinion publique sur la question climatique explique les mouvements des marchés et des entreprises pour sortir des énergies fossiles, ce qui constitue un levier puissant pour accompagner l'action au niveau fédéral (l'annonce récente de General Motors de ne plus produire de véhicules thermiques à compter de 2035 est un exemple significatif).

En matière sociale, un nombre croissant des villes et d'États fédérés (démocrates comme républicains) ont décidé d'augmenter le salaire minimum jusqu'à 15 dollars de l'heure pour les plus ambitieux d'entre eux (contre 7,25 \$ au niveau fédéral). En Floride, les mêmes électeurs qui ont donné une confortable majorité aux Républicains lors des élections de décembre se sont prononcés, dans le cadre d'un référendum local, pour une forte hausse du salaire minimum. Ces mouvements renforcent la position de Joe Biden sur cette question.

Les réflexions au sein de la société civile et la contestation des pratiques de collecte et de monétisation des données personnelles expliquent aussi que certaines entreprises technologiques annoncent vouloir développer un modèle économique différent, ce qui aura un effet systémique, complémentaire de lois qui pourraient être instituées par le Congrès sur ces questions.

De même, des référendums d'initiative populaire **ont amené la Californie à instaurer les premières lois de régulation d'Internet aux États-Unis, dans le berceau même des grandes entreprises numériques. Les réflexions au sein de la société civile et la contestation des pratiques de collecte et de monétisation des données personnelles (le « capitalisme de surveillance » dénoncé par Shoshanna Zuboff) expliquent aussi que certaines entreprises technologiques annoncent** vouloir développer un modèle économique différent, ce qui aura un effet systémique, complémentaire de lois qui pourraient être instituées par le Congrès sur ces questions (voir à cet égard les annonces d'Apple en matière de respect de la vie privée, très critiquées par Facebook, par exemple).

L'élection de Joe Biden intervient aussi dans ce contexte. Le nouveau président pourra s'appuyer sur des évolutions, dans la profondeur du pays, en faveur de la refondation de la démocratie américaine. Ce qui frappe aujourd'hui aux États-Unis sur ces questions, c'est la vitesse. Beaucoup des associations, des actions aujourd'hui mobilisées pour renforcer la démocratie américaine n'existaient pas il y a encore quelques années. À cet égard, ce mouvement de renouveau n'en est qu'à ses débuts.

Par ailleurs, les Américains – dans les deux camps – réalisent qu'ils pourraient perdre la compétition des systèmes avec la Chine, s'ils ne se ressaisissent **pas, s'ils ne rétablissent pas les bases de la confiance commune et de la cohésion sociale, s'ils n'investissent pas dans l'avenir, les infrastructures, la recherche, l'éducation de leurs enfants. Cette prise de conscience nouvelle (elle date de quelques années seulement) suscite des convergences bipartisans entre des gens qui ne se parlaient plus au Congrès, mais aussi entre le *business* et l'État fédéral, comme le montre l'évolution de grandes figures de la Tech comme Eric Schmidt, ancien patron de Google, qui plaide pour le retour d'un État stratège aux États-**

Unis, capable d'une vision de long terme et qui ait les moyens d'agir. Les États-Unis reviennent ainsi à des chemins qu'ils ont déjà empruntés dans leur histoire : la refondation de la démocratie américaine et la pression de la compétition externe sont souvent allées de pair. Les grandes réformes du passé (les lois sociales, les *civil rights*) ont pris place dans un contexte où l'Amérique cherchait à traiter ses faiblesses pour elle-même, mais aussi à préserver la force de son modèle dans la concurrence existentielle avec les régimes autoritaires. Il en est désormais de même aujourd'hui, s'agissant de la compétition des systèmes avec la Chine.

Fondamentalement, la séquence actuelle pose une question **essentielle** : **les États-Unis ne sont-ils pas en train de clôturer un grand cycle intellectuel et politique de 40 à 50 ans, marqué par la prévalence des idées libertariennes, mises en avant par la « révolution conservatrice » de Ronald Reagan ?** Ces idées, qui ont affirmé que l'individualisme était le meilleur vecteur de la réalisation de l'intérêt général et que le gouvernement et les régulations publiques étaient liberticides, ont très profondément imprégné les États-Unis depuis plus de trente ans. Il n'est pas possible de comprendre les réalités américaines contemporaines sans voir la profondeur de leur influence, **bien au-delà des courants conservateurs dont elles émanaient initialement, dans un grand nombre de domaines** : la réticence à réguler l'argent en politique, la faiblesse des protections sociales, l'accent quasi exclusif mis sur la baisse des impôts en matière de politique économique, le retard pris dans la réponse au changement climatique, la gouvernance d'entreprise et la priorité accordée aux intérêts des actionnaires etc.

Ce moment intellectuel et politique est en train de se refermer. Les Américains – dans les deux camps – en voient les conséquences et les limites : **le creusement des inégalités, le développement d'une économie plus financiarisée, court termiste, moins innovante, l'essor d'une société fermée et héréditaire, contraire aux traditions américaines, la négligence des questions qui ne peuvent pas être traitées par le seul jeu du marché, comme le climat et l'environnement ou la prévention d'une utilisation consumériste des technologies génétiques, par exemple.**

Les États-Unis sont en train de basculer dans un cycle nouveau, qui insiste sur la déconcentration du pouvoir économique contre les monopoles, sur le lien social et la place de la société civile contre l'individualisme, sur la primauté du *common good* sur les identités particulières et les *identity politics*, sur la coopération plutôt que sur la compétition. De ce point de vue, Joe Biden ne sera pas simplement un président de transition, comme l'estiment certains commentateurs, mais celui qui cherchera à accompagner le passage vers des idées nouvelles et des politiques publiques renouvelées pour refonder la démocratie américaine.

u fond, la question essentielle qui traverse aujourd'hui la démocratie américaine est celle de la place, du respect, de la dignité de la personne. La crise de la démocratie américaine révèle d'abord une crise de l'humain, sous l'effet de facteurs profonds, nombreux et convergents : le recul des liens de proximité et le développement des grandes solitudes, le durcissement des modes de fonctionnement de l'économie à l'égard des salariés et des communautés locales, le recul des grands rêves et des mythologies positives qui donnaient du sens et unissaient les Américains, **l'extension du champ du marché à des domaines qui ne relevaient pas auparavant de la recherche du profit (la génétique, les intimités et les réseaux d'amitié, l'espace)**, au détriment de l'altruisme, du désintéressement, de la coopération, éléments traditionnels essentiels de la société et de la philanthropie américaines. Aujourd'hui, la recherche d'un agenda permettant de répondre à ces questions porte toutes les réflexions sur la refondation de la démocratie américaine, pour apaiser les peurs et les divisions, la perte de confiance et de sens.

Document 2 = Ivana OBRADOVIC La crise des opioïdes aux États-Unis. D'un abus de prescriptions à une épidémie aiguë Potomac Paper, n° 35, décembre 2018 source = IFRI

La mortalité par abus de médicaments antidouleur (painkillers) constitue aujourd'hui une problématique majeure aux États-Unis. Depuis 2000, la consommation d'opioïdes – sous forme légale, détournée ou illégale – a causé plus de 300 000 décès par surdose, donnant lieu à une crise sanitaire sans précédent.

L'épidémie d'opioïdes cause, chaque année, des dizaines de milliers de décès, comptant pour 1,5 % de la mortalité totale du pays. Les opioïdes sont impliqués dans deux tiers des 71 568 décès par surdose enregistrés aux États-Unis en 2017⁵ – les autres décès étant liés à la cocaïne, la méthamphétamine ou les benzodiazépines⁶. Leur part relative est cinq fois plus importante qu'en 1999 et le bilan ne cesse de s'alourdir depuis 1990

Les parallèles médiatiques ne manquent pas : la mortalité liée aux opioïdes représenterait l'équivalent d'un crash aérien tous les trois jours ou, comme l'a titré le Washington Post en 2018, quasiment l'équivalent en un an des décès enregistrés pendant la guerre du Vietnam (estimés à 58 209 entre 1955 et 1975).

Aux États-Unis, l'addiction aux drogues est, historiquement, le fait des populations précaires et racialisées. Il y a vingt ans, le crack cocaïne, ou crack, concernait surtout les Afro-américains touchés par les difficultés socio-économiques et bénéficiant d'un accès restreint aux soins. La crise actuelle s'est développée à rebours de ce schéma : l'épidémie a d'abord affecté les Blancs, concernés par 9 surdoses sur 10, autant les hommes que les femmes, issus des classes moyennes (déclarant des revenus compris entre 20 000 et 50 000 dollars par an). Jusqu'en 2017, les Noirs des zones rurales semblaient plus épargnés alors que les populations plus touchées étaient les Blancs ayant dépassé la quarantaine. À la suite de cette épidémie, la mortalité des Blancs de 50 à 54 ans non diplômés d'université est aujourd'hui de 30 % supérieure à celle des Noirs de la même tranche d'âge, alors qu'elle était de 30 % inférieure en 1999.

À cet égard, une partie de la communauté afro-américaine et certains défenseurs des libertés civiques ont dénoncé le traitement différencié de l'épidémie actuelle d'opioïdes, qui a donné lieu à une recherche de solutions sanitaires plus que répressives, par rapport à celle du crack qui a conduit à un mouvement d'incarcération de masse des minorités racialisées.

La crise des opioïdes frappe aussi d'autres publics « inhabituels », comme les mères de famille et les nouveau-nés, victimes d'un syndrome de sevrage à la naissance du fait de la toxicomanie de leur mère pendant la grossesse. Le nombre de nourrissons nés avec un syndrome d'abstinence néonatale (SAN)¹², désignés familièrement comme des « heroin babies », a été multiplié par dix depuis 2000. Chaque année, plus de 27 000 bébés américains naissent en étant porteurs du SAN.

En outre, alors que l'addiction à l'héroïne était classiquement considérée comme un problème urbain, l'épidémie actuelle a commencé par toucher les petites villes et les zones rurales. La crise actuelle a dessiné une géographie duale, avec une forte progression de l'usage d'héroïne chez les jeunes adultes (25-44 ans) urbains et suburbains d'une part, et une prévalence croissante de l'abus de médicaments parmi les adultes des zones rurales d'autre part. Cependant, bien qu'elle ait d'abord été circonscrite à certaines populations, l'épidémie d'héroïne et de fentanyl s'est étendue dans la période récente aux minorités (notamment hispaniques et amérindiennes) et aux métropoles. En 2017, on dénombrait environ 1 500 décès liés aux surdoses d'opioïdes dans la ville de New York.

D'une façon générale, la crise des opioïdes apparaît donc comme un phénomène social touchant prioritairement les adultes (âgés de 25 à 50 ans), en particulier les Blancs issus des classes moyennes paupérisées résidant dans les territoires frappés par le chômage. Certains commentateurs vont jusqu'à

superposer la cartographie de l'épidémie à celle du vote républicain à l'élection présidentielle de 2016 : la mortalité par surdose touche en effet majoritairement le socle électoral de Donald Trump, à savoir la classe ouvrière blanche des zones rurales, particulièrement dans le Midwest. La crise sanitaire a constitué un thème de la campagne électorale de 2016 et le candidat républicain a obtenu de très bons scores dans les comtés les plus touchés par la vague de « morts de désespérance » (death of despair), selon le concept forgé par Anne Case et Angus Deaton (Prix Nobel d'économie en 2015), Si la crise des opiacés n'épargne aucune région, les taux de mortalité les plus importants affectent les États du Nord-Est, en particulier ceux de la Rust Belt¹⁵ (Virginie-Occidentale, Ohio). Le comté le plus touché, McDowell en Virginie-Occidentale, a connu un taux de mortalité par surdose culminant à 93 pour 100 000 habitants en 2013-2015, deux fois plus que le taux moyen de l'État. Selon une enquête récente du journal local, le Charleston Gazette- Mail, récompensée d'un prix Pulitzer, 780 millions de pilules d'opioïdes (oxycodone et hydrocodone) auraient été écoulées en Virginie-Occidentale entre 2007 et 2012.

Les États les plus touchés se singularisent par trois aspects : des pratiques de prescription importante des médecins ; des caractéristiques spécifiques des usagers d'opioïdes (souvent poly-consommateurs, sujets au nomadisme médical, présentant un historique d'abus de drogues) ; un environnement sociosanitaire local manquant de services de soins et de traitements appropriés, accessibles sans condition (dits « à bas seuil »¹⁷).

En outre, d'après certains économistes, l'épidémie d'opioïdes aurait produit un effet collatéral sur le chômage et serait un facteur d'éloignement de l'emploi. Malgré un taux de chômage deux fois inférieur à celui de la France¹⁹, la proportion d'Américains sortis du marché du travail augmente depuis vingt ans. En 2018, plus de 95 millions d'Américains relèveraient de la catégorie des « NLF » (not in the labor force), dont 23 millions d'adultes âgés de 25 à 54 ans, la tranche d'âge la plus touchée par l'épidémie, qui seraient inactifs sans rechercher d'emploi. Catastrophe sanitaire, symptôme d'une crise sociale, l'épidémie d'opiacés constitue également une source de pertes de revenus importantes pour le pays : selon un rapport du Council of Economic Advisers, chargé de conseiller le président des États-Unis en matière de politique économique,

la crise des opiacés a coûté 504 milliards de dollars aux États-Unis en 2015²⁰ (contre 78,5 milliards en 2013) : le coût social de cette épidémie représente près de 3 % du PIB.

Au cours de leur histoire, les États-Unis ont régulièrement été confrontés à des épidémies de drogues. De grandes villes comme Miami, New York et Los Angeles ont connu les effets dévastateurs du crack dans les années 1980 et une partie des années 1990. Au milieu des années 1990, la méthamphétamine a causé des ravages, notamment à San Diego, San Francisco, Denver et Hawaï. En outre, avant l'épidémie qui frappe aujourd'hui l'ensemble du territoire, le pays avait déjà connu deux importantes épidémies d'opiacés²¹. Entre 1898 et 1914, plus de 300 000 personnes, majoritairement des femmes d'âge moyen habitant des zones rurales, furent dépendantes à la morphine. Puis, entre la fin des années 1960 et la fin des années 1970, l'héroïne fit des ravages auprès des jeunes hommes majoritairement issus des minorités raciales (Afro-américains, hispaniques, etc.) à New York et dans d'autres grandes villes. Toutefois, aucune d'entre elles n'a été aussi massive et mortelle que la crise actuelle.

L'épidémie actuelle d'addiction aux opioïdes trouve son origine dans la stratégie de commercialisation de l'oxycodone développée par le fabricant du médicament, avec le concours de leaders d'opinion, de médecins de première ligne soucieux d'être efficaces dans le traitement de la douleur et de patients

désireux d'être soulagés rapidement. Au sein d'une population confrontée à une crise économique importante, la « médicalisation de la douleur » a rencontré les intérêts économiques d'un certain nombre d'entreprises pharmaceutiques qui, en l'absence de mesures de contrôle adéquates, ont saisi l'occasion d'augmenter leurs marges de profit sur le « marché de la douleur chronique » aux États-Unis, qui concerne 25 à 50 millions de personnes²².

Alors que la prescription d'opioïdes était initialement réservée aux cas de douleur aiguë et de cancer en phase terminale, un certain nombre d'initiatives privées ont été prises à partir des années 1990 pour l'étendre au traitement de la douleur chronique. Le premier acte qui a favorisé l'épidémie a été la mise sur le marché, en 1996, de l'oxycodone à libération prolongée (OxyContin), par Purdue Pharma, l'un des 50 plus gros laboratoires pharmaceutiques à l'échelle mondiale. Dès 1995, l'entreprise lançait une vaste campagne commerciale sur le thème de la lutte contre douleur, dénonçant « l'opiophobie » et affirmant que la douleur devait être considérée, au même titre que la respiration ou la température, comme un signe vital à traiter, sous-estimé par les praticiens médicaux. À travers une stratégie efficace d'influence, l'entreprise présentait l'« Oxy » comme le médicament idéal, y compris pour les « petites » douleurs. Dès l'année suivante, la Food and Drug Administration (FDA) autorisait la prescription de l'OxyContin.

Cette ouverture du marché s'est accompagnée d'une promotion de masse : plusieurs centaines de visiteurs commerciaux sont recrutées, les budgets publicitaires sont multipliés par six entre 1996 et 2001 (atteignant 4,6 millions de dollars) et un véritable plan de communication est établi, reposant sur un double ciblage : des médecins généralistes déjà prescripteurs d'antalgiques d'une part ; des régions comptant une forte proportion de « cols-bleus », de chômeurs, de victimes d'accidents du travail d'autre part, où de nombreux points de vente sont ouverts. Ces « pill mills » (« moulins à pilules ») désignent les médecins, pharmacies et cliniques

semi-légales – présentées comme des « cliniques de la douleur » – qui prescrivent à outrance de puissants opiacés par appât du gain²³. Au cours des années 1990, Purdue Pharma a dépensé plus d'un milliard de dollars en marketing et lobbying auprès des médecins²⁴, avec un effet direct sur les pratiques de prescription

Document 3 Voyage dans les Etats désunis d'Amérique, hantés par la guerre civile Valentine Faure le monde vendredi 30 octobre 2020

Le mémorial des « Talbot Boys » se dresse depuis 1916 sur la pelouse du tribunal de Talbot, sur la côte est du Maryland. Il rappelle les 84 soldats du comté qui avaient combattu, cinquante ans plus tôt, pour défendre l'esclavage contre les soldats de l'Union. Après le meurtre de George Floyd, en mai, alors qu'il était question de déboulonner la statue, le conseil du comté a voté à 3 voix contre 2 pour qu'elle reste bien à l'endroit où elle se trouve depuis cent quatre ans. « Pas de justice, pas de paix ! », scandaient les opposants. Une scène de la vie ordinaire aux États-Unis, qui fait s'affronter des habitants d'une petite communauté sur une histoire vieille de cent cinquante ans. L'Amérique avait alors failli se scinder en deux. L'union s'était faite par la force. Est-elle solide ?

Depuis l'élection de Trump, les batailles autour de la mémoire nationale révèlent des plaies béantes. Que l'on se batte pour conserver les monuments confédérés ou pour purger la mémoire des honneurs faits à Jefferson – le Père fondateur aux 600 esclaves –, à Christophe Colomb ou à d'autres conquistadors massacreurs d'Indiens, l'histoire américaine, brûlante de haines recuites, semble être entrée en éruption. « Le maintien de l'unité des États-Unis d'Amérique n'est pas garanti, écrit aujourd'hui le politiste David French. A ce moment de notre histoire, il n'y a pas une seule force culturelle, religieuse, politique ou sociale importante qui rassemble les Américains plus qu'elle ne les sépare. »

Vétéran d'Irak, juriste investi sur les questions de liberté religieuse, catholique, il était un républicain convaincu – il a même pensé à se présenter aux primaires – avant de se retrouver « sans tribu », après que son parti lui est devenu, en 2016, à peine reconnaissable. C'est de ce point de vue d'apostat qu'il observe la désagrégation de l'unité nationale et l'immense fossé idéologique qui pourrait bien mener à la fracture. Son dernier livre, *Divided We Fall*, fait partie d'une série d'ouvrages parus cette année qui reflètent le sentiment de chaos : *Why We're Polarized*, du très influent analyste politique Ezra Klein, *Union : The Struggle to Forge the Story of United States Nationhood*, de l'essayiste Colin Woodard, *Break It Up : Secession, Division, and the Secret History of America's Imperfect Union*, de Richard Kreitner, journaliste à l'hebdomadaire de gauche *The Nation*, ou encore *American Secession : The Looming Threat of a National Breakup*, de l'essayiste pro-Trump F. H. Buckley... Une sorte de collapsologie nationale, qui regarde vers une même catastrophe : la désunion.

L'état de polarisation extrême est peut-être le seul constat partagé par l'ensemble de la population. Plus d'un quart des Américains ont mis fin à une amitié ou coupé les ponts avec un membre de leur famille depuis l'élection de Donald Trump. Car les désaccords ne sont pas seulement politiques. En 2008, dans *The Big Sort*, l'essayiste Bill Bishop faisait déjà le constat de l'auto-ségrégation des Américains en communautés socialement et politiquement homogènes. Or, lorsque des personnes de même sensibilité se rassemblent, elles ont tendance à devenir plus extrêmes. Pour Lilliana Mason, professeure à l'université du Maryland et autrice d'*Uncivil Agreement : How Politics Became Our Identity* (2018), l'identité politique n'est plus qu'une simple composante de l'identité sociale : elle est devenue une « méga-identité », qui renseigne sur « la préférence partisane d'une personne, ainsi que sa religion, sa race, son ethnicité, son sexe, son quartier et son épicerie préférée ». Tout est politique.

L'expression « guerres des cultures » remonte à un livre publié en 1991 par le sociologue James Davison Hunter. Les questions touchant aux valeurs familiales et religieuses, au féminisme, aux droits des homosexuels, à la race, aux armes à feu et à l'avortement avaient déjà redéfini la politique américaine. A l'avenir, théorisait-il, les désaccords aigus autour de ces questions seraient le pivot de la politique dans une nation polarisée. L'expression fut reprise par Pat Buchanan, qui en fit un discours à la convention républicaine de 1992 : selon lui, Bill Clinton, alors candidat, menaçait le pays d'une guerre culturelle religieuse en promouvant « l'avortement sur demande, les droits des homosexuels, la discrimination contre les écoles religieuses, les femmes dans les unités de combat ». Trente ans plus tard, le mouvement Black Lives Matter, le changement climatique, la politique de santé publique, les droits des personnes transgenres ont été identifiés comme de nouveaux fronts dans la guerre des cultures.

« En général, les Américains peuvent être classés en deux camps : ceux qui considèrent que les changements du dernier demi-siècle ont eu des effets principalement positifs sur leur vie et sur la société américaine, et ceux qui considèrent que les effets de ces changements sont principalement négatifs », écrit le politiste Alan Abramowitz. David French le dit autrement : « La gauche – qui domine les médias, l'Académie et la culture pop – a été extraordinairement efficace pour déplacer la fenêtre d'Overton », qui définit le cadre d'un discours politiquement acceptable sur un sujet donné.

« Le résultat est que les forces qui poussent le bord droit de la fenêtre d'Overton sont devenues si fortes que, sur de nombreux points, elles l'ont disloquée, poursuit-il. Il n'y a plus une seule fenêtre, il y en a deux. [Elles] s'éloignent si rapidement l'une de l'autre qu'il est maintenant difficile de s'engager dans des conversations de bonne foi, même les plus élémentaires, sur certaines des questions les plus critiques qui définissent la politique américaine. » Ni sur le contrat social, les moyens d'éduquer ses enfants, le droit de porter une arme ou les interdire, ni sur l'immigration, le droit de vote, les droits reproductifs des femmes, la science du climat ou le port du masque. Des visions contradictoires du futur et du passé.

Les Etats-Unis sont en proie à un phénomène de polarisation négative. Autrement dit, l'affiliation à un parti politique se fait moins par adhésion à la ligne que par détestation et crainte du parti adverse. Non seulement les Américains sont divisés, mais ils fantasment en grande partie leurs différences. Selon un article du Journal of Politics de 2018, les républicains pensent que 32 % des démocrates sont LGBT (6 % en réalité), que la moitié sont noirs (24 % en fait), que 44 % sont syndiqués (11 %). Les démocrates pensent que 44 % des républicains ont 65 ans ou plus – le chiffre réel est de 21 %.

Chaque camp, dit David French, est habité par « la conviction brûlante que l'autre partie ne veut pas seulement que ses adversaires perdent des combats politiques, mais souhaite plutôt qu'ils existent dans un état de subordination permanente et dangereuse (peut-être même mortelle) ». En trois ans, le nombre d'Américains qui disent se sentir justifiés d'user de violence pour atteindre leurs objectifs politiques est passé de 8 % à plus de 33 %, et les ventes d'armes ont atteint cette année des niveaux record.

Cet état de division patente réactive une rhétorique de guerre civile. Début octobre, c'est à Gettysburg, en Pennsylvanie, lieu de la bataille de 1863 qui symbolise la nation divisée, que Joe Biden a fait un discours qui tirait des parallèles entre l'Amérique de la guerre de Sécession et la situation actuelle : à nouveau, disait-il, le pays vit une « bataille pour l'âme de la nation ». Deux semaines plus tôt, c'est à la « grandeur » du général Lee – le chef de l'armée confédérée – que Trump avait choisi de rendre hommage : « il aurait dû gagner », regrettait-il presque, s'il n'y avait eu Gettysburg.

Il y aurait alors eu deux Amériques au lieu de l'union que gouverne Trump aujourd'hui. Il se présente d'ailleurs régulièrement comme le président d'une seule partie de l'Amérique : celle qui le soutient. Vantant son bilan sur la pandémie, par exemple : « Si vous enlevez les Etats bleus [démocrates], déclarait-il, nous sommes à un niveau que, je pense, personne au monde ne pourrait atteindre. » Enlever les Etats bleus ? « Souvent considéré comme peu sérieux ou illusoire, le nouveau sécessionnisme – un retour à la Confédération – révèle des divisions dans la vie américaine qui ne sont peut-être pas moins insolubles que celles qui ont conduit à la première guerre civile », écrit Richard Kreitner.

En 2018, 31 % des Américains estimaient qu'une guerre civile était possible dans les cinq ans. La perspective est exploitée par les médias d'extrême droite, tant pour attiser la peur d'une victoire démocrate et son hypothétique déferlement d'« antifas » que pour intimider les libéraux. Dans une acception moins littéralement guerrière, on parle plutôt de « guerre civile froide ». La procédure d'impeachment de Trump, les théories complotistes d'extrême droite sur l'Etat profond ou les manifestations violentes sont parfois analysées par l'un et l'autre bord comme des signes d'une guerre civile en actes.

« La guerre civile est comme le dragon géant assoupi de l'histoire américaine, toujours prêt à se relever quand nous nous y attendons le moins et à nous cracher son feu insoutenable, écrivait le grand historien David Blight dans The Guardian. Cette nation la plus diverse du monde est encore une expérience, et nous sommes une fois de plus dans une situation politique qui nous a fait nous demander si nous n'étions pas au bord d'une nouvelle sorte de conflit civil. »

Après la guerre civile, en 1869, l'arrêt de la Cour suprême Texas v. White affirme que les Etats n'ont pas le droit de faire unilatéralement sécession. Mais la tentation sécessionniste n'a pas disparu pour autant. En 2012, à l'élection d'Obama, le site Web de la Maison Blanche avait reçu des pétitions de sécession des 50 Etats ; celle du Texas était la plus populaire, avec plus de 125 000 signatures. Au lendemain de la victoire de Trump, c'est l'idée d'un « Calexit », une Californie indépendante (majoritairement progressiste et en désaccord avec le pays sur beaucoup de sujets de société) qui gagnait soudainement en popularité.

En 2017, un sondage révélait que plus de 20 % des habitants du Vermont pensaient que l'Etat devait envisager de « quitter pacifiquement les Etats-Unis et de devenir une République indépendante, comme il

l'a fait de 1777 à 1791 ». Des revendications sécessionnistes se trouvent même dans les deux derniers Etats à avoir rejoint l'Union, l'Alaska et Hawaï. Il existe des mouvements séparatistes à l'échelle de régions, de villes. Des projets de sécessionnisme ethnique, comme celui de la Ligue du Sud, qui rêve de reformer une néo-Confédération blanche. Des propositions transnationales, comme celle de Cascadia, une bio-République progressiste composée du nord de la Californie, de l'Oregon, de l'Etat de Washington et des provinces canadiennes de la Colombie-Britannique et de l'Alberta.

« Paradoxalement, la désunion a été l'une de nos seules idées véritablement nationales, écrit Richard Kreitner. La sécession est le seul type de révolution que nous, les Américains, ayons jamais connu »

La liste des mouvements séparatistes actifs comprend aussi des projets de République noire, sioux et lakota... Il existe aussi des propositions de découpage des Etats-Unis en deux, cinq, sept, six, neuf, onze, douze, treize petits pays. « Paradoxalement, la désunion a été l'une de nos seules idées véritablement nationales, écrit Richard Kreitner. La sécession est le seul type de révolution que nous, les Américains, ayons jamais connu et le seul que nous ayons jamais eu la chance de voir. »

Après tout, les Etats-Unis sont eux-mêmes nés d'une sécession. Dans son histoire de quatre cents ans d'Amérique, *Break It Up : Secession, Division, and the Secret History of America's Imperfect Union*, Richard Kreitner affirme que les fondations de la nation ont toujours été fragiles : « La désunion – la possibilité que tout cela s'effondre – est un fil caché de toute notre histoire, de l'ère coloniale au début de la République et de la guerre de Sécession et au-delà, en passant par le légendaire siècle américain et jusqu'à notre propre période instable. » Le mythe d'une nation unifiée ne serait guère que cela, « un mythe ». La menace constante de désunion montrerait-elle plus la fragilité de l'union que sa capacité de résistance ?

« Avant la guerre [d'indépendance], l'un des principaux arguments contre le départ de l'Empire était que l'identité britannique commune était l'une des rares choses qui permettait aux colonies de rester en paix, écrit Colin Woodard dans *Union : The Struggle to Forge the Story of United States Nationhood*. Si une nation peut être décrite comme un peuple ayant un sentiment de culture, d'histoire et d'appartenance communes, il y en avait en fait une demi-douzaine au sein de ces "Etats-Unis". » Après la révolution américaine, dit-il, la « solution ad hoc » a consisté à célébrer la victoire commune contre les Britanniques, mais les différences fondamentales n'ont pas été abordées. Qu'avaient en commun ces treize premiers Etats ? « Il ne pouvait qu'être clair pour tout le monde que ces indépendances séparées, comme les petites cités de Grèce, seraient éternellement en guerre les unes contre les autres et deviendraient à la longue les simples partisans et satellites des grandes puissances européennes », écrivait alors Jefferson.

« Les Pères fondateurs sont hantés par la désunion, explique Romain Huret, historien des Etats-Unis et directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS). Ils sont angoissés par l'idée que l'union est composée d'Etats aux systèmes économiques et sociaux très différents, aux valeurs très différentes, et qu'il va falloir s'accommoder de divisions très profondes. Le système politique a été inventé pour lutter contre les divisions. » La Convention constitutionnelle de 1787 a été convoquée en réponse à cette crise croissante et a apporté un remède légaliste : un gouvernement fédéral plus fort, limité par des contrôles et des équilibres « Le but était de s'assurer qu'aucun bloc de colonies – aucune culture régionale – ne puisse imposer sa volonté aux autres », écrit Colin Woodard.

« Cela permet d'expliquer pourquoi le culte de la Constitution a persisté pendant si longtemps : l'idée de "nous, le peuple" est très puissante », commente Jeffrey Rosen, président du National Constitution Center, une organisation qui invite libéraux et conservateurs à discuter du texte au-delà des logiques partisans. « En ces temps de grande polarisation, la seule idée sur laquelle les deux parties peuvent s'entendre est peut-être que la Constitution représente les idéaux des Américains, poursuit-il. Ils ne sont pas du tout d'accord sur le sens du texte. Mais ils s'accordent sur le fait que la Constitution est notre étoile polaire. »

Néanmoins, Jeffrey Rosen estime que le pays vit sa « quatrième bataille pour la Constitution ». Les trois premières – la Révolution, la guerre de Sécession et le New Deal – « portaient toutes sur la taille et l'étendue du pouvoir fédéral ». La quatrième bataille « fait écho aux trois précédentes et résume le statut unique de la Constitution dans la vie américaine en tant que document unique, qui à la fois nous divise et nous unit ». Avec la confirmation de la juge Amy Barrett, nommée in extremis par Donald Trump, « il y a six votes à la Cour suprême pour faire revivre la Constitution originaliste », explique Jeffrey Rosen.

L'originalisme est une philosophie constitutionnelle défendue notamment par feu le juge Antonin Scalia, mentor très conservateur d'Amy Barrett, qui préconise une interprétation de la Constitution dans le sens qu'elle avait au moment où elle est devenue loi. Ainsi, Clarence Thomas, autre juge originaliste de la Cour suprême, considère que la plupart des décisions majeures prises depuis le New Deal ont trahi le sens originel de la Constitution et devraient être annulées. A l'opposé, le « constitutionnalisme vivant » estime que la signification du texte doit changer avec le temps, à mesure que la société évolue.

La quatrième bataille pour la Constitution pourrait aboutir à une série de décisions transformatrices qui pourraient restreindre de manière significative l'étendue du pouvoir fédéral pour la première fois depuis 1937. « Ce texte a une valeur sacrée pour certains, analyse Romain Huret. Les conservateurs pensent que ce texte est divinement intelligent, que chaque mot a été pesé. Mais on peut en faire des interprétations littéralement opposées. Le mot "welfare", par exemple : qu'est-ce que les Pères fondateurs entendaient par "bien-être" ? Une invitation au bonheur, au sens où l'entendaient les Lumières ? Ou est-ce que cela peut signifier le droit à la sécurité sociale ? »

« On peut dire que l'histoire américaine, l'interprétation de la révolution américaine, a toujours été un enjeu politique », résume l'historien Pap Ndiaye. L'histoire des monuments confédérés « érigés dans l'entre-deux-guerres, voire dans les années 1950, a toujours été dénoncée. Jamais la population africaine-américaine n'a été d'accord avec l'érection de ces statues, il y a une longue histoire de protestation. Les statues du général Lee, c'est un siècle d'oppression et de ségrégation dans le Sud ». Elles racontent une généalogie de la volonté d'affirmer le pouvoir blanc. Les agitations et les débats autour de l'histoire américaine ne sont pas tant une « destruction de notre histoire », comme l'a formulé Donald Trump, que le symptôme évident d'un besoin de réécrire un récit national qui ne serait pas parcellaire et mystifié. « Les nations, écrit l'historienne Jill Lepore dans *This America : The Case for the Nation* (2019), sont composées de personnes, mais elles sont unies par l'histoire (...). Depuis une génération, l'histoire américaine se défait et la nation se désagrège. Les nations, pour comprendre qui elles sont, ont besoin de s'accorder sur leur passé. »

« Il y a un débat très vif en Amérique sur la pertinence des fondateurs », note Jeffrey Rosen. A gauche, des progressistes soutiennent que la fondation de l'Amérique est fatalement entachée par l'esclavage, que les Pères fondateurs, au moment où ils proclamaient l'égalité, possédaient eux-mêmes des esclaves et s'opposaient presque tous à l'égalité des femmes en droit, et qu'il est crucial de souligner l'imperfection de l'histoire. Les conservateurs rétorquent que les fondateurs, bien qu'ils aient trahi leurs principes en matière d'esclavage, ont embrassé les idéaux des Lumières, qui ont été utilisés plus tard pour y mettre fin. « Tant que l'Amérique aura une politique raciale, elle aura une mémoire de guerre civile politique », écrivait David Blight en 2001 dans *Race and Reunion : The Civil War in American Memory*.

Et si l'acte de naissance de l'Amérique n'était pas la Révolution, mais l'arrivée des premiers esclaves ? Les historiens débattent de la question depuis que le *New York Times* a lancé, en 2019, un projet au long cours baptisé « The 1619 Project », en référence à la date où un navire transportant une vingtaine d'hommes venus d'Afrique arrivait en Virginie. Plus qu'un péché originel, l'arrivée de ces premiers esclaves constituerait « l'origine même » de la nation, l'acte fondateur d'un système qui a irrigué tout ce qui fait l'Amérique, sa richesse, son racisme, son système électoral, de santé, sa culture...

La journaliste à l'initiative du projet a reçu le prix Pulitzer. Des historiens demandent aujourd'hui qu'il lui soit retiré, au nom des « erreurs factuelles, généralisations spéculatives et interprétations forcées » qui soutiennent son projet. Dans les colonnes mêmes du New York Times, le journaliste Bret Stephens critique le projet et sa vision « monocausale » de l'histoire nationale. « Qu'en est-il, par exemple, des idées contenues dans le premier amendement ? Ou de l'esprit d'ouverture qui a amené des millions d'immigrants dans des endroits comme Ellis Island ? Ou de la vision du monde éclairée du plan Marshall et du pont aérien de Berlin ? (...) Quelle place le racisme antinoir tient-il dans les déshonneurs américains que furent la brutalisation des Amérindiens, la loi d'exclusion des Chinois ou l'internement des Japonais d'Amérique pendant la seconde guerre mondiale ? » A travers ces conversations, on cherche le principe explicatif, la raison d'être du pays, qui ne règne plus seul sur le monde ni ne se montre à la hauteur de ses idéaux fondateurs. Elles permettront peut-être, un jour, de faire résonner les « accords mystiques de la mémoire », comme le disait Jefferson, qui ont le pouvoir de relier le passé et le présent en un ensemble harmonieux.

Document 4 = Aux Etats-Unis, Joe Biden fait voter son plan d'infrastructures, jeudi 12 août 2021 source le Monde Arnaud Leparmentier

New York correspondant - Après des semaines de négociations, le Sénat a voté, mardi 10 août, le plan d'infrastructures de 1 000 milliards de dollars (853 milliards d'euros) par 69 voix contre 30. C'est moins que les 2 300 milliards voulus par la Maison Blanche au printemps, mais il s'agit d'un succès politique majeur pour le président démocrate Joe Biden. Le successeur de Donald Trump voulait réconcilier l'Amérique avec elle-même et montrer l'exemple en faisant un compromis : c'est fait, la loi étant le fruit d'un accord à l'amiable de cinq sénateurs démocrates et cinq sénateurs républicains.

M. Biden réussit là où Donald Trump avait échoué, incapable de faire voter un plan d'infrastructures conforme à ses promesses de campagne de 2016. Le président a savouré son plaisir à la Maison Blanche, accompagné de sa vice-présidente, Kamala Harris, rappelant combien son plan avait été annoncé mort-né à de nombreuses reprises. « Nous avons prouvé que nous pouvons nous retrouver pour faire de grandes choses pour le peuple américain », a-t-il déclaré, ajoutant qu'« il n'y a pas de ponts républicains et de routes démocrates ».

M. Biden a remercié le leader républicain au Sénat, Mitch McConnell : « Le compromis est dur des deux côtés. C'est important pour que la démocratie fonctionne. Aujourd'hui, on a prouvé que la démocratie fonctionnait. » Le texte, qui a largement franchi la barre nécessaire des 60 voix et a reçu l'aval de 19 sénateurs républicains, doit être désormais envoyé à la Chambre, où les démocrates détiennent la majorité. Il ne sera entériné qu'à l'automne, les démocrates, en particulier son aile gauche, voulant préalablement adopter un plan social de 3 500 milliards de dollars, que les démocrates qualifient d'« infrastructures humaines ».

Sur les infrastructures « physiques », Joe Biden a comparé son plan au creusement du canal Erié, au début du XIXe siècle, qui relia New York aux Grands Lacs, au chemin de fer transcontinental pendant la guerre de Sécession, aux autoroutes dans les années 1950 et à la conquête de la Lune. « Nous faisons le plus de progrès lorsque nous investissons dans l'Amérique elle-même. » Dans la matinée, il avait rappelé que « les Etats-Unis se classent au 13e rang mondial en matière d'infrastructures et [qu'ils risquaient] de prendre encore plus de retard s'[ils n'agissaient] pas. [Qu'ils] dev[aient] à nouveau investir dans l'avenir de l'Amérique ».

Dans le détail, le plan ravive d'anciens crédits non dépensés et en mobilise 550 milliards de nouveaux. Parmi ces derniers, 110 milliards de dollars iront à la réfection des routes et aux ponts, 66 milliards pour les chemins de fer et près de 40 milliards de dollars aux transports en commun. Et 65 milliards de dollars seront consacrés à l'accès au haut débit, avec une aide de 30 dollars par mois aux ménages à faible revenu

pour payer le service Internet. Le réseau électrique va recevoir 65 milliards de dollars, tandis que 50 milliards serviront à rendre les infrastructures plus résistantes aux cyberattaques et aux catastrophes naturelles et climatiques. En revanche, le texte a supprimé des dépenses plus sociales prévues au printemps, comme l'aide au logement des personnes les plus pauvres.

Ce plan prévoit donc d'investir tous azimuts pour rattraper le retard d'investissements publics américains. A la différence des plans Covid dépensés immédiatement, le programme d'infrastructures doit s'étaler sur cinq à dix ans. Son impact conjoncturel sera donc plus faible. Selon Goldman Sachs, il pourrait augmenter la croissance de 0,2 point en 2022 et de 0,3 point en 2023. A titre de comparaison, le plan Covid a dopé la croissance de 4,9 points pour l'exercice budgétaire actuel, selon le Wall Street Journal.

L'impact à long terme est délicat à mesurer combien rapportent des embouteillages en moins, une électricité plus fiable, un meilleur réseau électrique, mais la non-action est de façon manifeste handicapante. La pandémie de Covid-19 a montré l'impact immédiat de l'Internet haut débit sur la productivité. Les incendies de Californie sont très souvent déclenchés par le réseau électrique vétuste, le Texas a connu cet hiver une panne dramatique d'électricité en raison d'un réseau mal préparé au froid, tandis que la Côte est a expérimenté une coupure d'essence au printemps après une cyberattaque contre un oléoduc.

Interrogé par le Wall Street Journal, Moody's estime le gain de croissance à 0,04 %, mais prévoit un pic d'emplois supplémentaires de 660 000 à la fin 2025. Joe Biden, qui centre son discours sur les classes populaires, a insisté sur le fait que « 80 % des emplois du plan d'infrastructure ne nécessit[aient] pas d'avoir un diplôme universitaire » et qu'il s'agissait un programme en faveur des ouvriers, les cols bleus. Selon les calculs du Congrès, le plan pourrait accroître de 256 milliards de dollars le déficit budgétaire sur dix ans. Cette annonce pendant les débats a fait tiquer certains républicains, mais le montant est incomparablement plus faible que les 3 000 milliards attendus cette seule année, soit plus de 13 % du produit intérieur brut.

Le déficit a été le fruit du compromis avec les républicains, qui refusaient une hausse initialement prévue de l'impôt sur les sociétés, tandis que Joe Biden refusait une taxe sur l'essence. Finalement, le texte cherche des financements dans les fonds de tiroir et impose une notification plus forte des gains réalisés sur les cryptomonnaies. Joe Biden a rappelé qu'il n'augmenterait pas d'un centime les impôts pour les ménages gagnant moins de 400 000 dollars par an. Il appartiendra essentiellement aux Etats fédérés de dépenser les sommes allouées. Ils n'y parviennent pas toujours rapidement, comme l'a montré la distribution au compte-gouttes des aides aux locataires en difficulté ou aux écoles.

Document 5 = Aux Etats-Unis, la confusion et le débat sur la réouverture des écoles cristallisent les tensions préexistantes à la crise du coronavirus autour de l'égalité des chances et de la question raciale, relève, dans une tribune au « Monde », Esther Cyna, doctorante en histoire américaine.

Tribune. Le 3 février 2021, la ville de San Francisco a annoncé tenter un procès contre son propre district scolaire car les écoles y sont fermées depuis des mois et aucun plan de réouverture n'y a été mis en place. A des milliers de kilomètres, la ville de Chicago se déchire entre syndicats enseignants, parents, autorités du district scolaire et politiques quant à la réouverture des établissements scolaires.

Face à la crise du Covid-19, les Etats-Unis font face plus que jamais aux fractures d'un système éducatif décentralisé, fragmenté et inégalitaire. Le système scolaire aux Etats-Unis se caractérise par sa complexité. Ce sont les districts scolaires, autorités indépendantes des villes, comtés ou Etats, qui gèrent les écoles publiques à l'échelle locale.

Depuis mars 2020, ces districts choisissent, lorsque l'Etat dans lequel ils se trouvent le permet, d'ouvrir ou non leurs écoles, de proposer un enseignement à distance ou hybride. Mais les ressources dont les districts disposent pour faire ces choix sont inégales. Dans la plupart des Etats, une partie importante des financements pour les écoles publiques vient de l'impôt foncier, donc de l'assiette fiscale du district scolaire.

La corrélation entre richesse de la population locale et ressources du district est donc directe. Les écarts que ce système creuse entre les écoles ne font qu'exacerber les inégalités économiques. Le débat sur la réouverture des écoles cristallise ainsi des tensions préexistantes à la crise du coronavirus autour de l'égalité des chances.

Si les districts scolaires soulèvent toujours les questions de disparités socio-économiques et de la ségrégation, puisque leurs frontières, établies localement ou à l'échelle de l'Etat, déterminent directement la population qui en dépend et les ressources dont ils disposent, la pandémie a aggravé ces inégalités.

La dimension raciale des controverses sur la réouverture est au cœur des conflits qui secouent les quatorze mille districts étatsuniens : les populations les plus désavantagées, notamment les populations noires et hispaniques aux Etats-Unis, seraient selon les experts les familles qui pâtiraient le plus de l'enseignement à distance en raison du risque d'échec scolaire et de décrochage.

Ce sont également ces familles qui se trouvent dans les districts scolaires qui ont le moins de ressources pour faire face à la pandémie. Dans les régions les plus rurales du pays, par exemple, la pandémie a donné lieu à une déscolarisation massive des élèves qui n'ont pas accès aux outils technologiques nécessaires. Déjà largement insuffisantes, les ressources de ces districts scolaires ruraux en crise depuis la désindustrialisation peinent à répondre aux besoins urgents des populations locales.

Dans le comté de Robeson en Caroline du Nord, les bus jaunes qui assurent d'habitude le ramassage scolaire servent de bornes Wi-Fi de fortune. Les bus se garent sur des parkings du comté et les élèves qui en ont la possibilité viennent en voiture pour profiter d'une connexion Internet ne serait-ce que quelques heures par jour.

Or, les familles les plus désavantagées ne sont pas celles qui mènent le combat pour la réouverture des écoles. Les exemples de New York ou de Chicago montrent, lorsque certaines écoles ont progressivement réouvert, que les enfants issus des familles les plus pauvres restaient davantage chez eux pendant la pandémie, malgré les difficultés évidentes que l'enseignement à distance engendre.

Le silence de Joe Biden sur la question des écoles est aussi attendu qu'inévitable, le président n'ayant que très peu de possibilités d'actions lorsqu'il s'agit d'éducation, domaine dans lequel les Etats, les comtés, voire les districts sont souverains. Si Joe Biden souhaite être le président de l'unité, la structure même des institutions étatsuniennes semble, en matière d'éducation, être un obstacle à cette mission.

Document = Vingt millions d'Américains au ban de la ville Le petit peuple des mobile homes Source = le monde diplomatique

Un reportage de Benoît Bréville

- Dans le minuscule jardin qui entoure sa maison, M. Francisco Guzman n'a pas le droit de laisser traîner des objets. Il ne peut pas non plus sortir la poubelle avant le jour du ramassage des ordures ni écouter de la musique. « *Je peux avoir un animal de compagnie, mais il ne doit pas dépasser 40 centimètres de hauteur.*

Et si je veux héberger quelqu'un, même mon frère ou ma mère, je dois demander l'autorisation au gérant. C'est incroyable ; je suis quand même chez moi ! » Si M. Guzman et sa compagne possèdent bien leur logement, une maison de deux chambres fabriquée en usine, ils louent leur terrain dans un parc à mobile homes d'Aurora (Colorado).

Pour en occuper l'un des 440 emplacements, le jeune couple verse 500 dollars (460 euros) par mois. Il doit y ajouter 250 dollars pour rembourser l'emprunt sur huit ans contracté pour acheter son trois-pièces de 75 mètres carrés, à l'architecture typique des mobile homes des années 1970 : un toit plat, des parois extérieures en aluminium et une façade blanche jaunie par les années. *« Le loyer comprend l'eau courante, le système d'égouts et le ramassage des ordures ; il y a même une petite piscine collective, précise le jeune homme. Je préférerais bien sûr avoir une vraie maison, avec un vrai jardin, ne pas avoir de voisin à cinq mètres de chez moi. Mais pour ce prix, à Aurora, c'est impossible. »* Les Guzman disposent de revenus limités : entre un emploi dans une station-service pour lui et quelques remplacements dans une société de ménage pour elle, ils gagnent 2 000 dollars par mois.

C'est très peu pour vivre dans cette banlieue résidentielle sans charme ni intérêt, mais qui jouxte la dynamique capitale de l'Etat, Denver, où les prix de l'immobilier ont augmenté de 50 % depuis 2012. En octobre 2015, à Aurora, aucun logement n'était disponible à la location pour moins de 1 000 dollars, et la maison la moins chère, à retaper entièrement, coûtait 130 000 dollars. A la même date, un mobile home d'une surface équivalente construit en 1973 était mis en vente à 14 500 dollars, et les loyers dans les parcs oscillaient entre 400 et 600 dollars par mois. *« Pour l'instant, tous les emplacements sont pris. Il faut s'inscrire sur liste d'attente. Mais il y a beaucoup de rotation, cela peut aller vite »,* nous indique le gérant de Friendly Village.

Aurora compte plus de 2 500 emplacements pour mobile homes regroupés dans neuf grands parcs, presque tous situés autour du boulevard Colfax, dans un quartier périphérique et peu engageant de la ville : Hillcrest Village, propriété d'Equity Lifestyle Properties, leader du secteur avec 140 000 parcelles dans le pays ; Green Acres, qui n'abrite que des personnes âgées ; Foxridge Farm, Cedar Village, Meadows, etc. Ni ces noms évocateurs d'un cadre champêtre (1) ni les efforts des habitants pour décorer leurs façades avec des drapeaux américains, des statues de la Vierge Marie ou des fleurs ne parviennent à masquer la monotonie de l'urbanisme.

Comme les quartiers de logements sociaux construits durant les « trente glorieuses », les parcs à mobile homes d'Aurora sont conçus en rupture avec la trame urbaine classique, séparés du reste de la ville, avec une voirie, une signalisation et un aménagement propres. De petites rues plus ou moins bien goudronnées desservent des parcelles rectangulaires disposées perpendiculairement à la route et séparées les unes des autres par une petite haie, une chaîne ou un simple trait sur le sol. Chaque habitation est identifiée par un numéro qui figure sur l'adresse des résidents, à côté du nom de leur parc. *« Parfois, on aimerait bien ne pas dire qu'on vit dans un parc, mais dès que les gens voient notre adresse, ils savent, déplore M. Guzman. Et cela peut poser des problèmes. Certains peuvent se dire : "Lui, il vient d'un parc à caravanes [trailer park], je ne vais pas l'embaucher parce qu'il va me faire des histoires." »*

Acquérir un mobile home aux Etats-Unis est une opération simple et peu coûteuse. A la différence d'une maison conventionnelle, construite sur site par des maçons, électriciens, charpentiers, plombiers, etc., il est entièrement fabriqué en usine, par des ouvriers peu qualifiés. Il sort des chaînes d'assemblage prêt à l'emploi, à un prix défiant toute concurrence. Et, comme il s'use et se déprécie avec le temps (un peu comme une voiture), les modèles construits dans les années 1960 ou 1970 peuvent se négocier à moins de 10 000 dollars. Pour un modèle neuf, les prix les plus bas sont de 25 000 dollars pour 70 mètres carrés, livraison comprise. Les mobile homes abritent aujourd'hui vingt millions d'Américains, dont 23 % de retraités, contre neuf millions en 1975. Les Etats-Unis en comptent sept fois plus (8,6 millions d'unités) que

d'habitations publiques à loyer modique (1,2 million) (2). Ils accueillent des ménages défavorisés dont le revenu médian était en 2011 inférieur de moitié au revenu médian national (26 000 dollars contre 52 000) (3). Ils font ainsi office de logement social à coût zéro pour les pouvoirs publics, qui n'ont rien à construire, mais à gros profits pour les industriels qui les vendent.

« Le problème n'est pas d'acquérir un mobile home, mais de lui trouver une place », nous prévient l'employé d'une boutique Clayton Homes, le premier vendeur d'« habitations manufacturées » aux Etats-Unis (lire « ["Moins 10% sur toutes les maisons"](#) ») L'écrasante majorité des villes américaines appliquent des règles de zonage strictes, qui limitent les possibilités d'installation sur des terrains privés à certains secteurs bien précis et déjà saturés. Ces logements ayant la réputation de déprécier la valeur des terrains alentour, les mairies évitent soigneusement leur développement. A moins de s'éloigner vers des zones rurales, beaucoup de propriétaires sont donc contraints de se tourner vers les parcs privés, qui abritent douze millions d'Américains

A mesure que l'on se rapproche du Nouveau-Mexique, où leur proportion dans le volume total de logements dépasse les 15 %, les mobile homes se font de plus en plus présents. Ils parsèment les abords des grandes routes et des petites voies de campagne, là où l'habitat est moins dense et les règles de zonage plus lâches. A Trinidad, ils sont regroupés dans une dizaine de parcs situés en marge de la ville sur des terrains bon marché. De taille modeste, ces lotissements n'ont pas l'allure de camps militaires ni le caractère impersonnel des parcs d'Aurora.

Petite ville de 8 000 habitants perdue dans les basses montagnes du Colorado à la frontière avec le Nouveau-Mexique, Trinidad a connu ses heures de gloire au début du XXe siècle grâce à l'exploitation du charbon et au développement du chemin de fer. Mais, depuis la seconde guerre mondiale, la commune a perdu 40 % de sa population et seuls quelques vestiges de ce passé prospère demeurent : l'ancien grand hôtel de la rue principale, la majestueuse bibliothèque bâtie en 1904 grâce à une donation du baron de l'acier Andrew Carnegie, le wagon à vapeur exposé sur le parking du supermarché. *« Il n'y a pas de travail. Depuis cinq ans que je vis ici, je n'ai jamais trouvé un contrat de plus de deux mois », confirme Mme Jacqueline Johnson. Longtemps employée dans un hôpital de Las Vegas, elle a fui le Nevada après avoir quitté son mari en 2010. Elle s'est alors installée chez sa demi-sœur, qui vivait dans une chambre de motel. « Au début, on a vécu à deux dans la même pièce, avec la cuisine juste à côté du lit. Puis on a loué ce mobile home pour 550 dollars par mois. C'est assez cher, mais on a trois chambres, une vraie cuisine, et on peut manger dehors quand il fait beau. »*

Entre les aides sociales et les petits boulots, les deux sœurs touchent environ 2 000 dollars par mois. *« Une fois payées les factures et la nourriture, il ne nous reste presque plus rien. D'ailleurs, on n'a qu'une voiture pour deux. »* Un handicap sérieux : d'ici, rien n'est accessible à pied, hormis un restaurant chinois et son buffet à volonté ouvert toute la journée. *« Quand j'ai besoin de la voiture et que ma sœur est en retard, je suis vraiment en colère, avoue Mme Johnson. Mais ici, tout le monde se connaît, il y a toujours un voisin pour nous déposer quelque part. Un parc à mobile homes, c'est une vraie communauté. »*

Selon M. Harry Vallejos, c'est même *« une petite famille »*. Ce retraité réside au parc Cedar Ridge de Trinidad, où il paie 250 dollars par mois. Handicapé par une maladie qui réduit sa capacité de mouvement, il y passe le plus clair de son temps et connaît tous les habitants. Il peut indiquer l'emploi du temps, la situation familiale ou les opinions politiques de chacun : Mme Annie Mc Daniel, 91 ans, ne peut plus conduire et reçoit la visite de sa fille deux fois par semaine ; M. et Mme Harold et Hannelore Thomason, 85 ans, vivent ici depuis quatre décennies, etc.

La vie dans un parc à mobile homes n'offre ni l'intimité d'une maison traditionnelle, où l'on peut se réfugier dans un jardin à l'arrière, ni l'anonymat d'un immeuble. D'un coup d'œil par sa fenêtre, un résident peut savoir si un autre est présent ou est parti travailler, s'il a des invités ou si sa gouttière est bouchée. Il n'est pas rare d'entendre des éclats de voix ou des portes qui claquent. Cette vie en communauté, si elle permet la formation d'une sociabilité de voisinage, favorise également le développement de rumeurs, de commérages. Cedar Ridge abrite une vingtaine de maisons, pour la plupart occupées par des personnes âgées qui en sont propriétaires. Les rares habitants plus jeunes, notamment une famille arrivée récemment du Texas et un homme qui n'occupe son mobile home que quelques mois par an, éveillent la suspicion des anciens. « *Il y a beaucoup d'allées et venues chez eux, et je dois faire attention à mes affaires* », confie M. Vallejos, qui affirme néanmoins vivre dans « *la meilleure communauté de la ville* ».

Pour rien au monde ce retraité n'habiterait le parc Almar, qui souffre d'une mauvaise réputation. Au printemps 2015, la police y a abattu un jeune Noir qui se cachait dans une baraque abandonnée. L'affaire, qui a passionné les télévisions locales, reste dans toutes les mémoires. « *Nous faisons des patrouilles tout le temps, soit moi, soit mon mari*, souligne la gérante pour rassurer les locataires potentiels. *Mon fils s'occupe de la maintenance, il fait des rondes, et sa petite amie aussi. Le père de Nicky [une résidente du parc] est inspecteur de police et mes frères vivent aussi ici... Vous savez, tout le monde surveille tout le monde. J'expulse très souvent de mauvais locataires !* » Selon elle, ce serait plutôt le parc Lakeside qu'il conviendrait d'éviter.

Ouvert il y a quinze ans, celui-ci se résume à un vaste carré de terre et de gravier qui se transforme en boue au premier orage. La parcelle nue se loue 150 dollars par mois ; en ajoutant 300 dollars, on peut avoir un vieux mobile home de trois chambres. Fait unique à Trinidad, plusieurs emplacements sont vacants, alors même que les tarifs sont les plus bas de la ville. « *Personne ne veut habiter là. Il y a des problèmes de drogue, des bagarres, des coups de feu. C'est très mauvais pour le quartier* », analyse une voisine, propriétaire d'une maison sans prétention à 200 mètres du parc. Quand nous lui demandons si elle peut nous relater des faits précis, elle hésite, dit entendre souvent des sirènes, puis déclare d'un air agacé qu'elle « *n'aime pas les journalistes* ». Avant de clore la discussion, elle admettra n'avoir jamais mis les pieds dans le parc et n'en connaître aucun des locataires.

Les mobile homes, dont les habitants sont surnommés péjorativement *trailer trash* (« déchets de caravane »), ont toujours eu une image négative aux Etats-Unis. Bien qu'ils abritent 8,7 % d'Afro-Américains, ils sont associés au sous-prolétariat blanc, aux « déchets blancs » (5), un peu comme les quartiers HLM sont, dans l'imaginaire américain, associés aux Noirs. L'histoire commence dès l'entre-deux-guerres, quand les marchands ambulants, ouvriers agricoles et autres travailleurs du bâtiment qui sillonnent le pays en roulotte se voient accuser de contrevenir à la bonne moralité et de ne pas payer d'impôts dans les villes où ils s'installent. La décennie suivante, en 1937, le magazine *Fortune* s'en prend encore à ces « *colonies surpeuplées d'hôtels miteux itinérants* (6) ».

La population de ces habitations change à partir des années 1950, avec la mise sur le marché du mobile home large de 10 pieds (3 mètres), contre 8 auparavant (2,40 mètres) : il n'est désormais plus nécessaire de passer par la première chambre pour accéder à la seconde. Dans un contexte de crise du logement, ce gain d'intimité conduit nombre d'Américains aux revenus modestes, en particulier des personnes âgées et des jeunes couples d'ouvriers et d'employés, à faire de ces caravanes leur domicile fixe et permanent. Celles produites aujourd'hui mesurent jusqu'à 5 mètres de large ; il en existe des modèles luxueux dans les résidences pour retraités de Floride et de Californie, où ils côtoient des marinas et des terrains de golf. D'ailleurs, officiellement, on ne les appelle plus *mobile homes*, mais *manufactured homes* (« maisons manufacturées »).

Cependant, une entourloupe sémantique orchestrée par quelques industriels parvient rarement à endiguer un flot d'images ; et ils conservent leur réputation sulfureuse. A la télévision, les journaux d'informations locales couvrent sans relâche les faits divers (fusillades, descentes de police, affaires de stupéfiants...) qui se déroulent dans des parcs. Sur Internet, on trouve « Trailer Park Boys », un programme diffusé pendant quinze ans sur les écrans canadiens et américains. Réalisée sous la forme d'un faux documentaire, cette série présente des personnages partiellement demeurés qui vivent entre petits délits et séjours en prison. Au cinéma, des films à succès comme *Boys Don't Cry* (1999), ou comme *8 Mile* (2002), consacré à la jeunesse du rappeur Eminem, mettent eux aussi en scène des lieux où la violence est omniprésente. Même la peinture plus nuancée que l'écrivain Russell Banks brosse d'une communauté du New Hampshire dans son livre *Trailerpark* (1981) reprend les thèmes de la drogue et de l'alcool.

Avec une telle image dans la culture populaire, il n'est guère étonnant que nombre d'habitants de Trinidad aient leur avis sur les occupants des mobile homes. « *On dit tout et n'importe quoi sur nous, déplore une résidente de Lakeside qui préfère conserver l'anonymat. La plupart des gens ici sont honnêtes et travaillent dur, c'est un bon endroit pour vivre. Mais il y a plusieurs caravanes en location et les occupants changent. Alors, c'est normal, il y a parfois de mauvaises personnes. En ce moment, nous avons des jeunes qui fument de l'herbe toute la journée. Ils ont un chien méchant qui aboie dès que quelqu'un passe.* » La jeune femme reproche aussi à la propriétaire, une institutrice à la retraite habitant également à Trinidad, une certaine légèreté dans le choix des locataires, dont aucune garantie ne serait exigée : « *Elle veut juste remplir les emplacements vacants et se fiche de qui habite ici. De toute façon, elle n'entretient pas du tout le parc. Quand on a un problème, elle ne répond jamais ; elle ne fait pas les travaux.* »

Selon M. Dave Anderson, directeur exécutif de l'association All Parks Alliance for Change, qui défend les intérêts des propriétaires de mobile homes, ce problème caractérise les résidences situées en zone rurale. « *Dans les aires métropolitaines, nous explique-t-il, où l'habitat est dense et le prix des terrains élevé, le risque pour les occupants est que les loyers augmentent souvent ou qu'on les expulse pour favoriser un projet immobilier plus lucratif. Dans les communautés rurales, ces problèmes n'existent pas vraiment. Mais les petits propriétaires ont un capital très limité pour faire fonctionner leur parc, et ils ne peuvent pas toujours effectuer les réparations quand il y a un gros problème avec le système d'égouts ou d'adduction d'eau.* » Habiter un parc familial dans une petite ville ne met pas forcément à l'abri des augmentations intempestives. A Almar de Trinidad, par exemple, les loyers ont grimpé de 11 % en novembre dernier, passant de 220 à 245 dollars, sans raison particulière, et alors qu'ils avaient déjà enregistré une hausse il y a deux ans...

Dans la majorité des Etats, en effet, aucune loi n'empêche un propriétaire de parc d'augmenter ses loyers, à condition qu'il prévienne quelques semaines à l'avance. C'est d'ailleurs l'une des premières choses que M. Frank Rolfe enseigne aux élèves de son « université des mobile homes ». Ce diplômé en économie de l'université californienne Stanford a fait fortune en investissant, avec son associé Dave Reynolds, dans les terrains à mobile homes. Parti de rien en 1996, il s'enorgueillit d'être aujourd'hui le sixième acteur du secteur, avec 170 parcs répartis à travers le pays — « *sauf en Californie, en Floride et dans l'Etat de New York, où les lois sont trop favorables aux locataires* », précise-t-il.

Soucieux de transmettre leur savoir-faire, MM. Rolfe et Reynolds ont ouvert une formation de trois jours intensifs, facturée 2 000 dollars, où s'enseignent les rudiments de la gestion d'un parc : se montrer intraitable en cas de retard de loyer, faire payer des amendes en cas de non-respect des règles, éviter d'installer une laverie ou des services collectifs qui pourraient générer des coûts inutiles, expulser les locataires indésirables... « *Les étudiants sont surtout des cadres d'une cinquantaine d'années, très déçus par le taux de retour sur investissement de la Bourse américaine. C'est un bon moment pour se lancer dans*

le business, car l'économie américaine est en crise depuis des années, et il y a une forte demande pour des logements pas chers », analyse froidement M. Rolfe. La méthode des deux compères est calquée sur celle des promoteurs immobiliers lors des opérations de rénovation urbaine : ils rachètent des parcs, en particulier des « *parcs de papas et de mamans* » appartenant à de petits propriétaires qui ne s'occupent pas de les faire fructifier, puis les retapent, installent quelques services supplémentaires (accueil, laverie, parc de jeux, etc.) et demandent des loyers plus élevés.

Les locataires sont impuissants face à ces augmentations. Depuis qu'ils mesurent au moins 3 mètres de large, les mobile homes sont devenus très difficiles à transporter : une voiture ne suffit plus et il faut utiliser un camion spécial, plus large qu'une route ordinaire. L'opération est facturée plusieurs milliers de dollars ; beaucoup de résidents ont donc intérêt à acheter un nouveau logement plutôt que de déplacer le leur. L'immobilité de ces maisons « mobiles » fragilise leurs occupants, qui ne peuvent pas brandir la menace d'un déménagement quand le propriétaire entretient mal le terrain ou augmente les loyers.

Mme Emily Montoya (7) ne sait pas où elle trouverait l'argent nécessaire si elle devait quitter Raton, une petite ville de 6 500 habitants du Nouveau-Mexique où elle loue un emplacement 150 dollars par mois. La jeune femme, qui vit avec ses enfants et son compagnon, ne travaille pas ; le couple n'a aucune épargne. Pourtant, la famille pourrait devoir déménager bientôt. Le « *parc des collines enchantées* » — situé à côté du cimetière municipal... — est mis en vente : 320 000 dollars pour 8 hectares de terrain et 46 emplacements. « *J'ai découvert ça en rentrant chez moi un jour : ils avaient mis une pancarte "A vendre" à l'entrée, raconte-t-elle. On ne sait pas du tout qui va racheter ni ce que ça va devenir, mais on sait qu'on ne pourra pas payer un déménagement.* »

Les voisins de Mme Montoya vivent dans la même crainte, car, au Nouveau-Mexique, la loi protège très peu les locataires des parcs. Ils peuvent être expulsés en soixante-douze heures s'ils ne paient pas leur loyer ; en un mois s'ils ne respectent pas les règles ou s'ils « *dérangent les autres locataires* ». Et quand un parc ferme ses portes, ils reçoivent simplement un préavis de soixante jours. « *Dans certains Etats, comme le Minnesota, si vous devez déménager votre maison ou si elle est en trop mauvais état pour être déplacée, le propriétaire doit vous verser une compensation financière. Parfois, vous avez aussi la possibilité de vous regrouper avec les autres propriétaires pour préempter le terrain au prix du marché afin de créer une coopérative. Mais le plus souvent, il n'y a aucune garantie pour les habitants* », précise M. Anderson. Le parc de Raton restera probablement ouvert : le coin n'attire guère les promoteurs, et le mieux à faire quand on possède un terrain situé dans une zone autorisée aux mobile homes reste encore d'en louer les parcelles à la découpe.

En Californie, on trouve la situation inverse : la loi protège bien les locataires, mais les promoteurs sont nombreux. En vingt ans, l'Etat a vu disparaître plus de 400 lotissements, emportés par la flambée du marché de l'immobilier (8). Depuis 2012, 400 résidents de Palo Alto se battent contre la disparition de leur parc, le plus ancien de la Silicon Valley, où l'emplacement se loue tout de même 1 000 dollars (contre le triple pour le moindre logement dans la ville). Après avoir accepté la fermeture, la mairie a changé de cap devant l'ampleur prise par l'affaire. Elle soutient désormais les habitants et a même fait une offre pour racheter le terrain : 39 millions de dollars pour 1,8 hectare et 117 emplacements. Le propriétaire a refusé, son bien valant, selon les agents immobiliers, plus de 50 millions de dollars (9).

L'affaire est pour l'instant entre les mains de la justice. En attendant une décision, les habitants du parc Buena Vista de Palo Alto ne peuvent dire de quoi leur avenir sera fait, pas plus que les résidents des collines enchantées de Raton. Comme nous l'explique M. Anderson, « *les propriétaires de mobile homes ont une identité double. A la fois propriétaires et locataires, ils ne sont couverts ni par les lois qui régissent*

traditionnellement les rapports entre propriétaires et locataires, ni par les protections accordées aux propriétaires ». Faute de statut clair, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Benoît Bréville